

# Controverse autour du partenariat pour la mobilité

**MAROC-UE** Le Maroc et l'Union européenne ont signé vendredi au Luxembourg une déclaration conjointe établissant un partenariat de mobilité entre le Maroc et les États membres de l'UE. Un partenariat qui entre dans le cadre de la mise en place du statut avancé octroyé au Maroc par l'UE.

Les négociations entre l'UE et le Maroc pour «*la conclusion d'un accord de réadmission équilibré*» connaissent un nouvel élan, suite à la signature vendredi d'une déclaration conjointe établissant un partenariat de mobilité. La politique de réadmission était l'une des questions les plus controversées dans les négociations entre le Maroc et l'UE dans le cadre du statut avancé accordé par l'Union européenne. Pendant des années, le Maroc refusait de négocier un tel accord. Mais la contrepartie semble attrayante : l'UE offrirait au Maroc «*la simplification des procédures d'accès et de séjour régulier (y compris par la possibilité d'émettre des visas à entrées multiples et de plus longue durée et de concéder des exemptions de frais de dossiers pour certaines catégories de personnes)*», indique la déclaration commune. Des négociations sont également prévues entre les deux parties pour «*la conclusion d'un accord afin de faciliter la délivrance de*

*visas en vue d'une mobilité plus fluide entre l'UE et le Maroc* ».

## Un cadeau empoisonné ?

Les associations de droits de l'Homme y voient une entrave à la liberté de circulation. L'AMDH (Association marocaine des droits de l'Homme) a tenu jeudi dernier, veille de la signature de l'accord de partenariat pour la mobilité, une conférence de presse au cours de laquelle l'association a dénoncé ces négociations. Un collectif regroupant une dizaine d'associations dont le GADÉM (Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et des migrants), le Conseil des migrants, et ATTAC (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens Maroc) et l'AMDH.

Ce collectif d'associations a, à travers un communiqué, rejeté «*tout accord qui, au profit d'un assouplissement des conditions de délivrance des visas pour quelques-uns, serait conditionnée*

*par un durcissement des entraves à la mobilité des autres* », tout en dénonçant «*les violences toutes particulières dont sont victimes les migrants au Maroc et en particulier le recours répété aux rafles massives et aux expulsions vers la frontière algérienne dont sont régulièrement victimes les migrants au Maroc, quelle que soit leur situation légale et personnelle et le recours de plus en plus systématique à la confiscation illégale des passeports et des pièces d'identité* ». Il a également appelé «*l'ensemble des États africains, dont le Maroc, à orienter leur politiques de coopération dans le sens d'un rapprochement réel entre les peuples et au service de leur sécurité dans l'ensemble du continent* ». Le collectif estime que ce partenariat, «*illusoire pour la majorité des Marocains* », risque de se concrétiser par une «*politique de plus en plus xénophobe et discriminatoire vis-à-vis des autres ressortissants africains* ». Contacté par Le Soir échos, Said Tbel de

l'AMDH considère que «*ce qui est négocié dans cet accord n'est pas une politique d'intégration, mais plutôt une politique de refoulement des migrants vers leurs pays d'origine*».

## Une population stigmatisée

En somme, il s'agirait d'un partenariat qui, d'une part ne bénéficierait qu'à une minorité de Marocains, tout en discriminant une population de migrants. Les associations des droits de l'Homme appréhendent un «*durcissement de la politique marocaine vis-à-vis des migrants, au nom de la sécurité*». Les témoignages de migrants, recueillis par l'AMDH reflètent une stigmatisation de cette population. «*Au calvaire quotidien de vivre dans la précarité la plus absolue, dans des logements indignes, sans perspective de travail régulier, sans accès aux soins, s'ajoutent les contrôles policiers au faciès, la confiscation hors de tout cadre légal et la non restitution de*

*papiers d'identité, de téléphones, de l'argent et des autres objets personnels, des rafles et des descentes de police dans les quartiers ou les forêts où se concentrent des migrants avec les violences policières, les refoulements massifs à la frontière algérienne* » peut-on lire dans un communiqué. «*Les témoignages des migrants se suivent et se ressemblent. Ils indiquent que non seulement rien n'a été fait pour améliorer leur situation, mais que, les pratiques policières à leur encontre sont en train de fabriquer des sans-papiers, y compris pour ceux d'entre eux, en situation régulière, qui disposaient de passeports en règle, avant que la police ne les leur confisque. Des femmes, parfois enceintes, ont été arrêtées, laissées sans nourriture et traitées avec autant de mépris et de violence que les autres, sans aucune considération pour leur état. Des mineurs ont connu le même sort*», poursuit le communiqué. ♦